



**NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Décembre 2025



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Décembre 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale est restée bien orientée en novembre 2025, soutenue par une accélération de l'activité dans le secteur privé aux États-Unis et en zone euro, grâce à la vigueur des services. En Chine, la croissance du secteur privé a ralenti, et en Afrique du Sud, l'activité est demeurée en contraction.

Aux **États-Unis**, l'activité s'est renforcée en novembre 2025, en lien avec le dynamisme du secteur des services qui a connu sa plus forte expansion depuis juillet 2025. En **zone euro**, l'activité est restée robuste, portée également par le secteur des services, dont la production a atteint sa plus forte progression en 18 mois.

En **Chine**, la croissance a ralenti en novembre 2025, reflétant une stagnation de la production manufacturière et une expansion plus modérée dans le secteur des services. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est contractée pour le deuxième mois consécutif, sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé est restée robuste au **Nigeria**, soutenue par une demande accrue des consommateurs et par l'atténuation des pressions inflationnistes. Au **Ghana**, la dynamique de l'activité est restée positive, portée par une augmentation des nouvelles commandes.

En novembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a reculé de 3,8%. De même, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés s'est replié de 6,1%, en raison notamment d'une offre suffisante.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a montré des signes d'amélioration en octobre 2025, attribuable à l'augmentation des activités de commerce et des prestations de services marchands et financiers. Le taux d'inflation est ressorti à -0,5% en novembre 2025, en hausse de 0,6 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -1,1% enregistré le mois précédent. Le maintien des taux négatifs reflète la poursuite de la baisse des prix de la composante produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,01% en novembre 2025, en hausse de 23 points de base (pdb) par rapport à son niveau d'octobre 2025 (4,78%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle ont baissé de 2 pdb par rapport au mois précédent, ressortant à 6,65%, et contre 7,09 % un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 16,1%, en glissement annuel, à fin octobre 2025, après une hausse de 15,0% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+607,6%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,3%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,9% au quatrième trimestre 2025, après 6,6% au troisième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -0,2% en décembre 2025 et +0,1% en janvier 2026. L'évolution en décembre 2025 reflèterait la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers, à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 décembre 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

D'après les enquêtes PMI, l'économie mondiale a poursuivi sa dynamique positive en novembre 2025, portée par une accélération de l'activité dans le secteur privé aux États-Unis et en zone euro, grâce à la vigueur des services. En Chine, il est noté une expansion modérée du secteur privé, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité s'est contractée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est maintenu à un niveau élevé en novembre 2025 en ressortant à 54,8 points, après 54,6 points en octobre 2025, reflétant une accélération de la croissance dans le secteur privé. Cette évolution s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a enregistré sa plus forte expansion depuis juillet 2025. Dans le même temps, la production manufacturière est restée solide. En **zone euro**, l'indice est ressorti à 52,4 points en novembre 2025, après 52,5 points en octobre 2025, traduisant la poursuite d'une croissance solide de l'activité économique. Cette orientation a été soutenue principalement par le secteur des services, qui a connu sa plus forte progression en 18 mois, tandis que l'activité manufacturière ne s'est renforcée que marginalement.

Au niveau des pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** s'est établi à 51,2 points en novembre 2025, après 51,8 points en octobre 2025, marquant son plus bas niveau depuis juillet 2025. La décélération d'un mois à l'autre reflète la stagnation de la production manufacturière et un rythme plus modéré de la croissance des services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite a atteint 49,0 points en novembre 2025, après 48,8 points le mois précédent, signalant un deuxième mois consécutif de contraction de l'activité privée, en lien avec la faiblesse de la demande intérieure.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 53,6 points en novembre 2025, après 54,0 points en octobre 2025, traduisant une expansion continue de l'activité privée pour le douzième mois consécutif, soutenue par une demande accrue des consommateurs et l'atténuation des pressions inflationnistes. Au **Ghana**, l'indice PMI composite s'est établi à 50,1 points en novembre 2025, après 50,3 points en octobre, indiquant une activité toujours en territoire de croissance, principalement portée par la progression des nouvelles commandes.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales poursuivent une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, ajustant leurs décisions de manière graduelle face aux incertitudes persistantes sur la croissance économique et l'évolution de l'inflation.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a abaissé ses taux directeurs de 25 points de base lors de sa réunion du 10 décembre 2025, les ramenant dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%, afin de soutenir le marché du travail dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation. Le Comité de politique monétaire souligne qu'il fondera ses prochaines décisions sur l'analyse des données disponibles, des perspectives macroéconomiques et de l'équilibre des risques, afin de déterminer l'ampleur et le rythme de tout ajustement supplémentaire de la politique monétaire. La **Banque centrale européenne (BCE)** a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 18 décembre 2025, maintenant ses taux directeurs à 2,00% pour la facilité de dépôt, 2,15% pour les opérations principales de refinancement et 2,40% pour la facilité de prêt marginal. La BCE a relevé ses prévisions de croissance, anticipant une progression du PIB de 1,4% en 2025, portée notamment par la demande intérieure. L'inflation est attendue autour de l'objectif de 2%, avec un taux projeté à 2,1% en 2025 et 1,9% en 2026.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a, le 22 décembre 2025, maintenu ses principaux taux directeurs à des niveaux historiquement bas pour le septième mois consécutif. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an demeure à 3,0% et celui à cinq ans à 3,5%. Cette décision fait suite à la publication d'une série d'indicateurs économiques pour octobre et novembre 2025 montrant un affaiblissement de l'économie chinoise au dernier trimestre de l'année 2025. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, pour sa part, réduit le 20 novembre 2025 son taux directeur de 25 points de base à 6,75%, estimant que l'amélioration des perspectives d'inflation permettait un assouplissement. L'inflation, ressortie à 3,6% en octobre 2025, devrait converger vers l'objectif de 3%, tandis que les prévisions de croissance pour 2025 ont été révisées à la hausse à 1,3%. La SARB prévoit des baisses de taux progressives à mesure que les pressions inflationnistes continueront de s'atténuer.

En zone CEMAC, la **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a décidé, le 15 décembre 2025, de relever ses principaux taux directeurs, afin de préserver la stabilité du franc CFA et de soutenir la reconstitution des réserves de change. Le taux des appels d'offres passe ainsi de 4,50% à 4,75% et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,00% à 6,25%, tandis que le taux de dépôt reste à 0%. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une dégradation des réserves de change de la sous-région, lesquelles ne couvriraient que 4,2 mois d'importations à fin décembre 2025, contre 4,9 mois à fin décembre 2024.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque du Ghana (BoG)** a abaissé son taux directeur de 350 points de base à 18,00% le 26 novembre 2025 pour la troisième fois consécutive cette année. La BoG a justifié cette décision par l'amélioration des perspectives macroéconomiques et les anticipations d'une poursuite du ralentissement de l'inflation. Le taux d'inflation a atteint son plus bas niveau en plus de quatre ans, à 8% en octobre 2025, se situant au milieu de la fourchette cible de 6% à 10% fixée par la banque centrale. La **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, pour sa part, maintenu son taux directeur à 27,00% le 25 novembre 2025, estimant que les conditions économiques ne justifient pas encore une nouvelle réduction de taux. Cette décision intervient après une baisse de 50 points de base en septembre 2025, dans un contexte de ralentissement marqué de l'inflation, revenue à 16,1% en octobre 2025.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 décembre 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en novembre 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-75	{3,50-3,75}	2,0	2,7
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,1
Royaume-Uni	-50	-75	4,00	2,0	3,2
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,7
Russie	500	-450	16,50	4,0	6,6
Inde	0	-125	5,25	5,7	0,7
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	4,5
Afrique du sud	-50	-100	6,75	{3,0 - 6,0}	3,5
Pays en développement					
Nigeria	875	-50	27,00	{6,0 - 9,0}	14,5
Ghana	-300	-900	18,00	{8,0+/-2,0}	6,3
CEMAC *	0	-25	4,75	-	2,2

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernés, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

En novembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 3,8%, en lien principalement avec la diminution des cours du cacao, du bois, du phosphate, du coton et du pétrole.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est contracté de 3,8% en novembre 2025, après une baisse de 1,9% le mois précédent. Cette évolution résulte de l'affaiblissement des prix de certains produits non énergétiques, tels que le **cacao** (-20,2%), le **bois en grume** (-16,0%), le **phosphate** (-9,3%), les **huiles de palmiste** (-7,2%) et de **palme** (-7,1%), le **caoutchouc** (-6,9%), le **coton** (-2,9%) et le **café** (-0,2%), ainsi que du **pétrole** (-6,2%) et de l'**uranium** (-1,0%). En revanche, les cours de l'**or** (+11,4%), du **zinc** (+8,3%) et du **gaz naturel** (+5,4%) se sont renforcés sur la période.

Le fléchissement des cours du **cacao** s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'optimisme entourant le report de la réglementation européenne sur la déforestation, ainsi que les exemptions américaines de droits de douane applicables à ce produit, lesquelles ont favorisé une augmentation des volumes écoulés sur leur marché. La baisse des prix du **bois** est attribuable à une offre excédentaire liée à des stocks élevés, combinée à une demande faible due au ralentissement du secteur de la construction et de la rénovation aux Etats-Unis. Les prix des **huiles de palme** et de **palmiste** ont diminué en raison d'une offre plus abondante en Malaisie et en Indonésie, soutenue par des stocks élevés chez les principaux importateurs, notamment l'Inde, la Chine et le Pakistan. La réduction de la demande de biodiesel, liée à l'affaiblissement des prix du pétrole, a également pesé sur les cours de ces huiles. Le recul des prix du **caoutchouc** est imputable au ralentissement de la croissance du secteur automobile mondial, qui réduit les perspectives de demande. La révision à la hausse de la production mondiale de **coton** par le Département américain de l'Agriculture grâce à de meilleurs rendements a renforcé les anticipations d'une offre excédentaire, exerçant ainsi une pression baissière sur les prix du produit. Le repli des prix du **café** est attribuable principalement aux prévisions de récoltes abondantes, qui devraient générer un excédent mondial de 7 à 10 millions de sacs.

Les cours du **pétrole** ont fléchi, en raison des anticipations persistantes d'une surproduction. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a signalé un déséquilibre croissant sur le marché, avec une hausse des stocks mondiaux et un excédent de production encore plus marqué. Les attentes positives liées aux négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie ont également contribué à l'allègement des prix. Le repli des cours de l'**uranium** s'explique par l'amélioration des perspectives d'approvisionnement. Le principal producteur, Kazatomprom, a annoncé une croissance de 10% de sa production totale, atténuant ainsi les craintes d'un resserrement de l'offre.

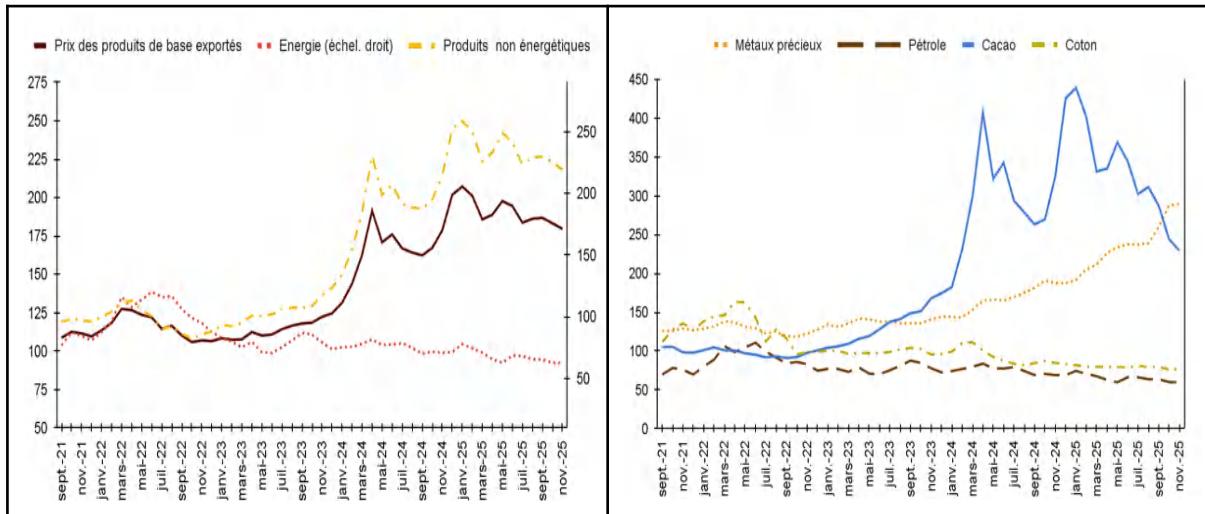
En revanche, les cours de l'**or** se sont renforcés, en raison des anticipations d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (FED) pour répondre au ralentissement du marché du travail. Quant à la progression des cours du **zinc**, elle s'explique par les tensions sur l'offre et les perspectives d'accroissement de la demande. La production de zinc raffiné a reculé de plus de 2% en 2025, en lien avec les restrictions de production imposées aux fonderies du Kazakhstan et du Japon². Le renchérissement du **gaz naturel** est imputable à une hausse de la demande, dans un contexte où les prévisions indiquent

² Au Japon, la fermeture de l'usine Toho Zinc à Annaka a retiré une capacité importante du marché, entraînant une réduction nette de la production raffinée.

Au Kazakhstan, la production raffinée a été réduite, notamment en raison de problèmes opérationnels dans certaines installations de transformation.

que les températures resteront globalement inférieures aux normales saisonnières jusqu'en fin décembre 2025.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

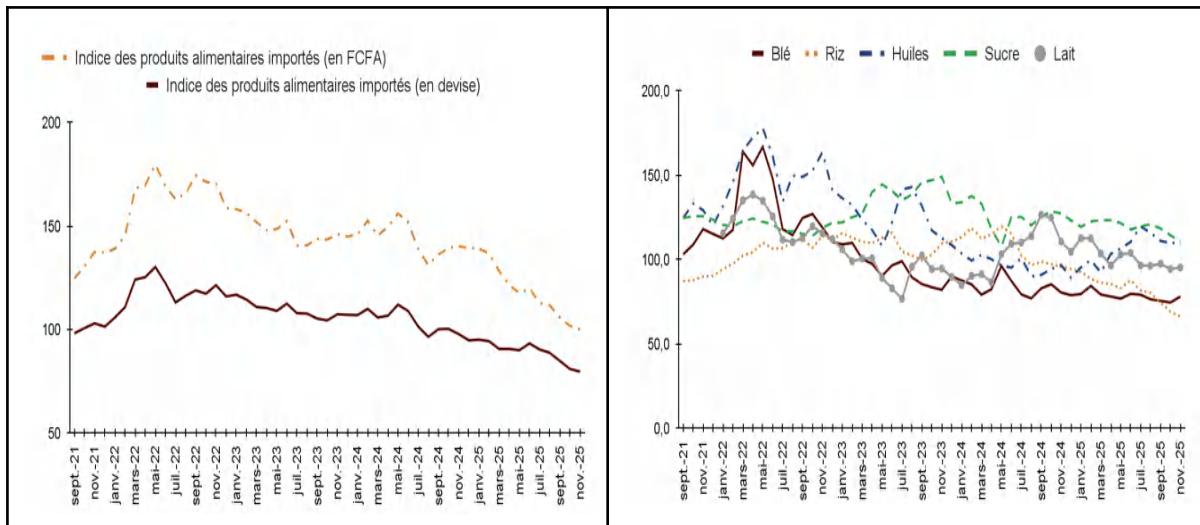
Par rapport à novembre 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,6%, après un accroissement de 9,5% le mois précédent. La hausse des cours concerne l'**or** (+54,2%), les **phosphates** (+23,3%), le **zinc** (+5,7%), le **gaz naturel** (+1,7%) et l'**uranium** (+1,3%). En revanche, les prix du **cacao** (-29,5%), du **caoutchouc** (-21,1%), du **pétrole** (-13,7%), du **coton** (-9,5%), des **huiles végétales** (-8,5%) et du **café** (-8,1%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié, en variation mensuelle, de 6,1% en novembre 2025, après une contraction de 4,6% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **riz** (-11,2%), le **sucré** (-6,5%), le **lait** (-2,3%) et l'**huile de soja** (-0,9%), atténuee par l'augmentation des prix du **blé** (+3,4%).

Le recul des cours du **riz** est imputable aux perspectives d'abondance de l'offre mondiale liées à de bonnes récoltes chez les principaux exportateurs asiatiques, notamment en Inde après une mousson exceptionnelle. Les cours du **sucré** se sont repliés en raison des anticipations d'un excédent de production mondial, portées par de bonnes récoltes au Brésil, en Inde et en Thaïlande. Le fléchissement des prix du **lait** s'explique par une offre abondante dans les principales régions telles que la Nouvelle-Zélande, alors que la demande internationale est restée modérée. La baisse des cours de l'**huile de soja** est liée à la faible demande chinoise pour le soja américain ainsi qu'aux bonnes récoltes en Amérique du Nord qui augmentent les stocks mondiaux.

En revanche, l'accroissement des cours du **blé** est attribuable à une demande accrue et une disponibilité immédiate limitée de la céréale.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 18,4%, après une baisse de 19,3% le mois précédent. Cette évolution résulte principalement de la contraction des cours du **riz** (-31,1%), du **lait** (-19,3%), du **sucré** (-13,1%) et du **blé** (-2,9%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+13,6%) se sont renforcés.

L'indice des prix, exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 28,8%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **sucré** (-37,9%), du **riz** (-36,6%), du **lait** (-20,9%), du **blé** (-10,8%) et des **huiles végétales** (-10,6%).

1.4. Marchés financiers

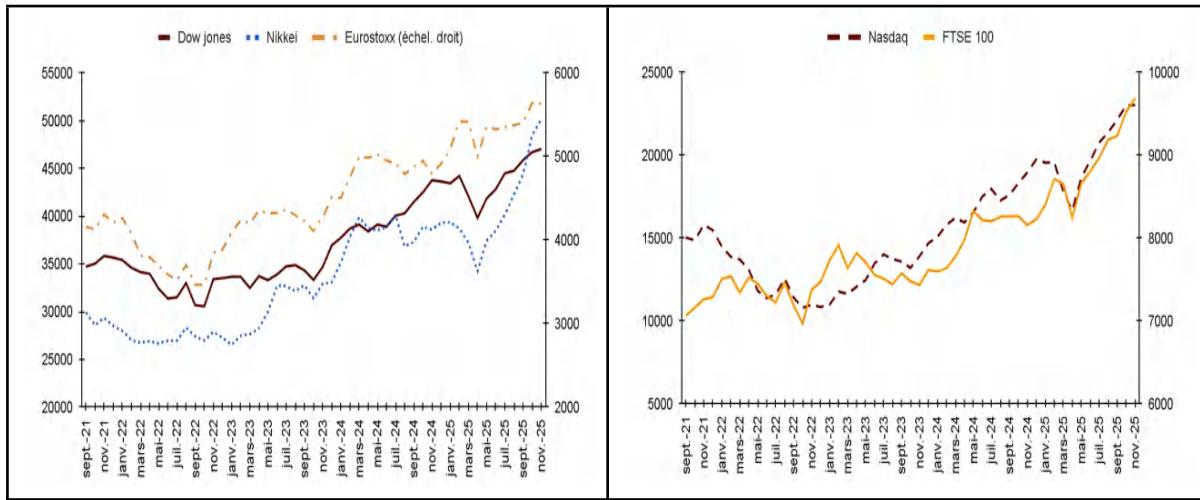
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions contrastées au cours du mois de novembre 2025.

1.4.1. Les places boursières

En novembre 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions contrastées. Aux Etats-Unis, les indices DOW JONES et NASDAQ ont progressé respectivement de 0,7% et 0,1% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 1,7%, après une hausse de 3,1% en octobre 2025. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est accru de 3,4% d'un mois à l'autre. En revanche, les indices CAC 40 de la France (-0,5%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (-0,1%) se sont affaiblis par rapport à leur niveau d'octobre 2025.

En Afrique, hormis l'indice FTSE de l'Afrique du Sud (+0,4%), les principaux indices boursiers ont enregistré des évolutions négatives en novembre 2025. En effet, les indices NSE du Nigeria (-2,1%), MASI du Maroc (-1,1%) et GSE du Ghana (-0,5%) ont reculé au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



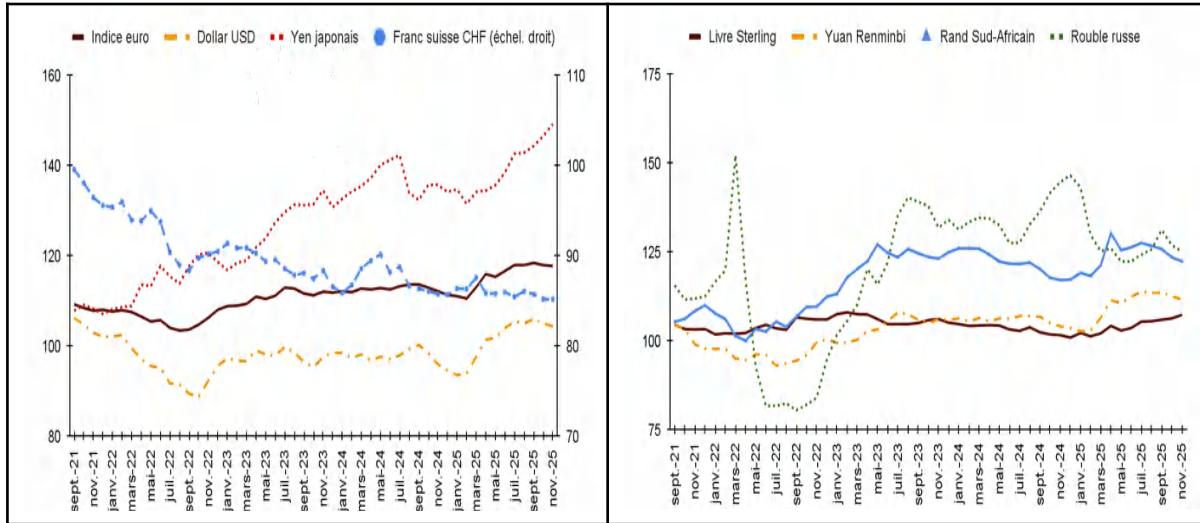
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est replié de 0,2% en novembre 2025 par rapport à sa moyenne d'octobre 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est dépréciée par rapport au dollar américain (-0,6%), au dollar canadien (-0,2%) et au dollar australien (-0,1%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (-1,4%), le rand sud africain (-0,9%), le yuan chinois (-0,8%) et la roupie indienne (-0,1%). En revanche, l'euro s'est apprécier vis-à-vis du yen japonais (+1,8%) et de la livre sterling (+1,0%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

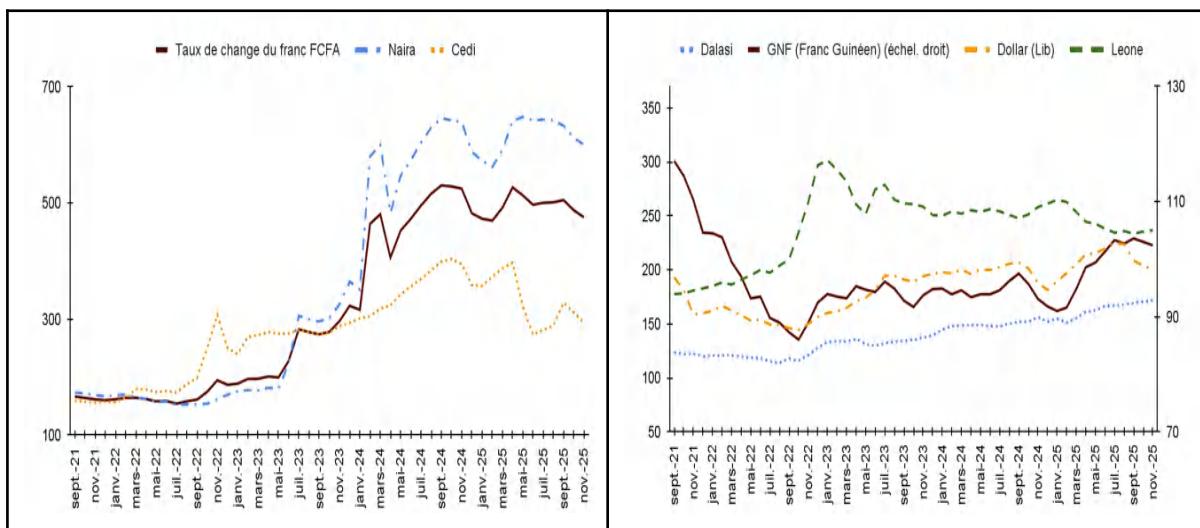
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a reculé de 2,5% en novembre 2025, comparativement à sa valeur du mois précédent, en lien avec sa dépréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (-5,6%), du naira (-2,0%), du dollar libérien (-1,9%) et du franc guinéen (-0,6%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au dalasi gambien (+0,7%) et au leone (+0,5%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 9,4% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié de 25,5% face au cedi, de 8,3% à l'égard du leone et de 6,1% vis-à-vis du naira. En revanche, la monnaie communautaire s'est renforcée vis-à-vis du dalasi (+10,0%), du franc guinéen (+10,0%) et du dollar libérien (+6,4%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin octobre 2025 indiquent une amélioration de l'activité économique en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +1,2 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en hausse de 0,1 point comparativement au mois précédent. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 2,8%, après une baisse de 1,0% observée le mois précédent. Les prestations de services marchands non financiers ont progressé pour leur part de 5,3% d'un mois à l'autre, tandis que l'indice des services financiers a augmenté de 4,0%, après une hausse de 0,7% en septembre 2025. Par ailleurs, dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est contracté de 1,5%, en rythme mensuel, après une baisse de 0,8%.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a reculé de 1,5% en octobre 2025, après une contraction de 0,8% observée le mois précédent. Le fléchissement de la production industrielle résulte principalement des activités de fabrication (-1,2 point) et des activités extractives (-0,7 point), partiellement compensé par la hausse de la production et de la distribution d'électricité et de gaz (+0,3 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
 (contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	oct.24	sept.25	oct. (*)	sept.25	oct. (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,8	-0,6	-0,7	0,4	0,4	
Extraction d'hydrocarbures	1,2	-0,1	0,0	1,5	0,3	
Extraction de minerais métalliques	-3,4	-0,4	-0,7	-2,6	0,1	
ACTIVITES DE FABRICATION	0,7	-0,1	-1,2	5,1	3,2	
Fabrication de produits alimentaires	-1,1	-1,5	-0,2	1,0	1,9	
Fabrication de textiles	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	1,4	-0,8	-0,2	0,9	-0,7	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	0,6	0,1	0,3	0,6	0,3	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	
INDICE GLOBAL	0,5	-0,8	-1,5	6,1	4,0	

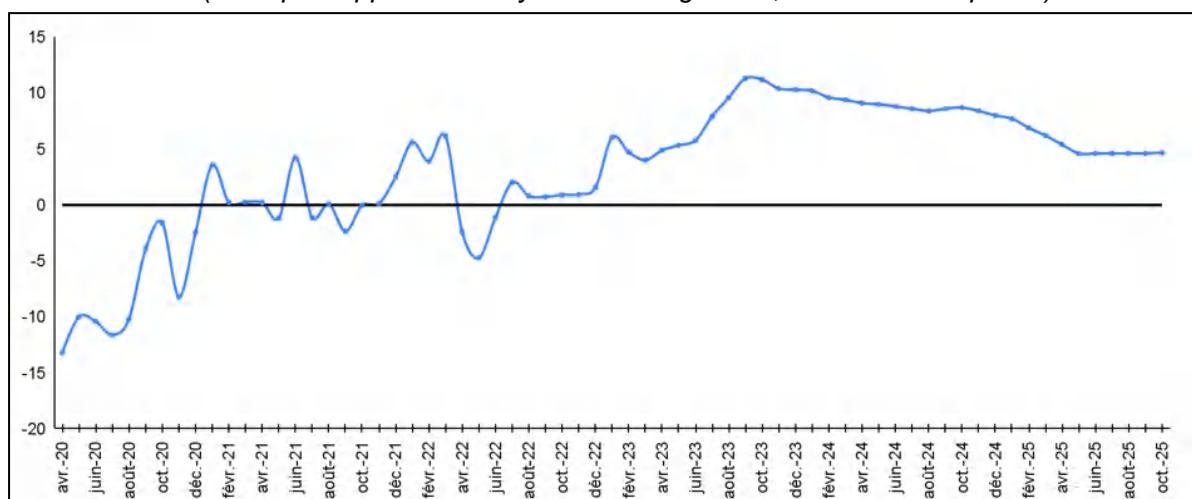
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 4,0% en octobre 2025, après une hausse de 6,1% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités de fabrication (+3,2 points), des activités extractives (+0,4 point), ainsi que de la production et de la distribution d'électricité et de gaz (+0,3 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en octobre 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,7 points, en hausse de 0,1 point par rapport au mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,1 points), au Sénégal (+23,5 points), au Burkina (+12,7 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-45,0 points), au Niger (-19,5 points) et au Togo (-7,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
 (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 2,8% au cours du mois d'octobre 2025, après un repli de 1,0% un mois auparavant. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+3,0 points), atténué par le repli du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (-0,2 point) ainsi que du commerce de gros et activités des intermédiaires (-0,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	oct.	sept.	oct. (*)	sept.	oct. (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,1	0,8	-0,2	1,3	0,0	
Commerce de véhicules automobiles	0,9	0,7	-0,2	1,0	-0,1	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMEDIAIRES	-0,1	-0,1	-0,1	0,9	0,9	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,0	0,6	-0,2	0,9	0,6	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,4	-0,6	0,0	-0,1	0,3	
COMMERCE DE DÉTAIL	1,5	-1,7	3,0	1,1	2,7	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	-0,7	0,8	-0,1	0,5	
Commerce de détail en magasin spécialisé	1,3	-1,1	2,3	1,1	2,1	
INDICE GLOBAL	2,5	-1,0	2,8	3,2	3,5	

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,5% en octobre 2025, après une hausse de 3,2% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+2,7 point) ainsi que le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont améliorés de 5,3% en octobre 2025, après une contraction de 0,3% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 4,0% en octobre 2025, après une hausse de 0,7% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	sept.	oct.	sept.	oct. (*)	sept.	oct. (*)
Bénin	8,9	23,7	5,7	21,6	8,3	6,4
Burkina	4,6	2,1	4,7	2,3	3,2	3,4
Côte d'Ivoire	-6,4	4,4	-6,7	4,2	6,3	6,0
Guinée-Bissau	-26,8	26,1	-22,1	25,3	9,3	8,6
Mali	2,7	12,3	-2,1	6,3	1,2	-4,2
Niger	2,9	3,0	1,2	1,2	8,2	6,3
Senegal	14,7	4,8	15,0	2,4	2,4	0,1
Togo	8,9	-10,7	6,6	-12,0	5,2	3,7
INDICE GLOBAL	0,9	7,9	-0,3	5,3	7,9	5,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 5,3% en octobre 2025, après un accroissement de 7,9% en septembre 2025. Cette amélioration est observée notamment en Guinée-Bissau (+8,6%), au Bénin (+6,4%), au Niger (+6,3%), en Côte d'Ivoire (+6,0%), au Togo (+3,7%), au Burkina (+3,4%) et au Sénégal (+0,1%). En revanche, un repli est enregistré au Mali (-4,2%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	septembre	octobre	septembre	octobre (*)	septembre	octobre (*)
Bénin	-0,1	1,0	-0,3	0,8	15,6	15,3
Burkina	2,3	-1,9	3,3	-1,8	14,9	15,0
Côte d'Ivoire	-1,2	11,7	-0,7	11,2	14,5	14,0
Guinée-Bissau	-14,2	-3,6	-12,1	-5,2	10,6	8,8
Mali	-1,3	3,9	1,0	3,0	15,5	14,4
Niger	4,8	1,1	3,3	1,9	13,0	14,0
Sénégal	1,9	-3,5	2,2	-3,7	17,0	16,8
Togo	-0,2	6,8	-0,5	8,1	14,0	15,4
INDICE GLOBAL	0,1	4,4	0,7	4,0	15,2	14,8

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,8%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+16,8%), le Togo (+15,4%), le Bénin (+15,3%), le Burkina (+15,0%), le Mali (+14,4%), la Côte d'Ivoire (+14,0%), le Niger (+14,0%) et la Guinée-Bissau (+8,8%).

2.2. Inflation

En novembre 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent, mais toujours en territoire négatif. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires.

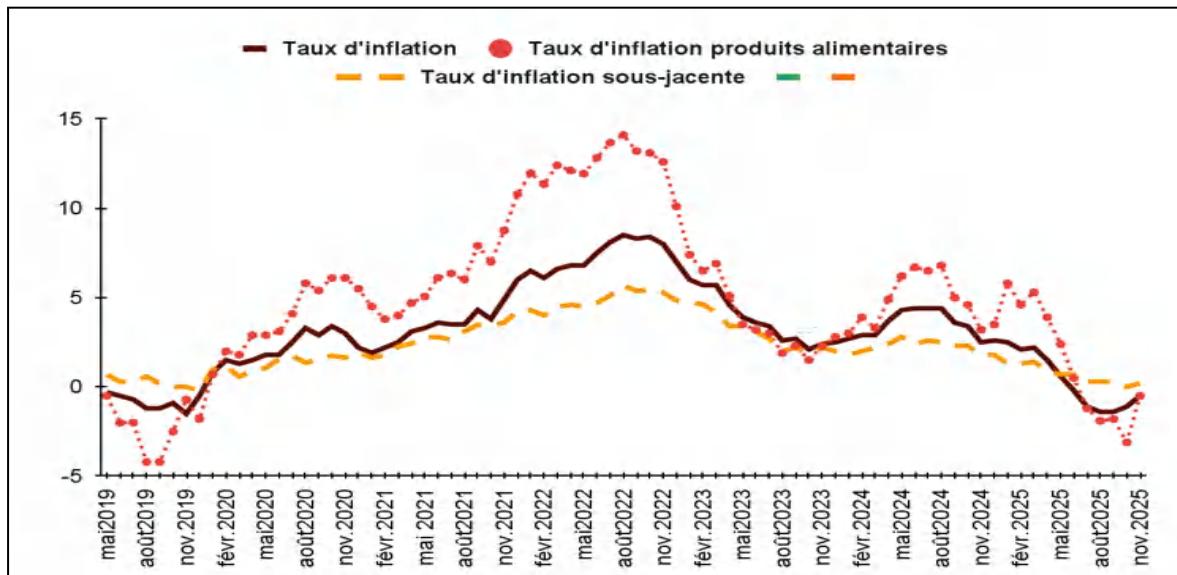
Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,5% en novembre 2025, en progression de 0,6 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -1,1% observé en octobre 2025. La poursuite des variations négatives du niveau des prix est essentiellement imputable à la composante "Produits alimentaires". En effet, les prix des produits alimentaires se sont repliés de 0,5% au cours du mois sous revue, après une baisse de 3,1% le mois précédent.

Cette évolution traduit le maintien de la tendance baissière du coût des céréales, du poisson et des légumes, du fait de l'amélioration de l'offre. En particulier, pour les céréales, les premières estimations du Comité Inter-État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) indiquent une progression satisfaisante du niveau de la production céréalière de la campagne 2025/2026 pour l'Union (+7,7%). Parallèlement, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats membres de l'UEMOA a davantage atténué la pression sur les prix à la consommation, en accentuant son rythme baissier à 27,7% en novembre 2025, après une diminution de 22,8% le mois précédent.

L'examen de la dynamique des prix par pays indique que l'inflation se situe en territoire négatif dans trois (3) pays de l'UEMOA. Il s'agit du Niger (-7,3% après -8,2%), du Burkina (-2,0% après -4,1%) et de la Guinée-Bissau (-1,8% contre -1,5%). Dans les autres pays, l'inflation est ressortie positive, à savoir au Sénégal (+2,9% contre +1,9%), au Bénin (+1,1% après +1,8%), au Mali

(+0,6% contre -1,2%) et au Togo (+0,2% contre -0,4%). En Côte d'Ivoire, les prix sont ressortis stables, après leur progression de 0,3% le mois dernier.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 0,2% en novembre 2025, en hausse de 0,2 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

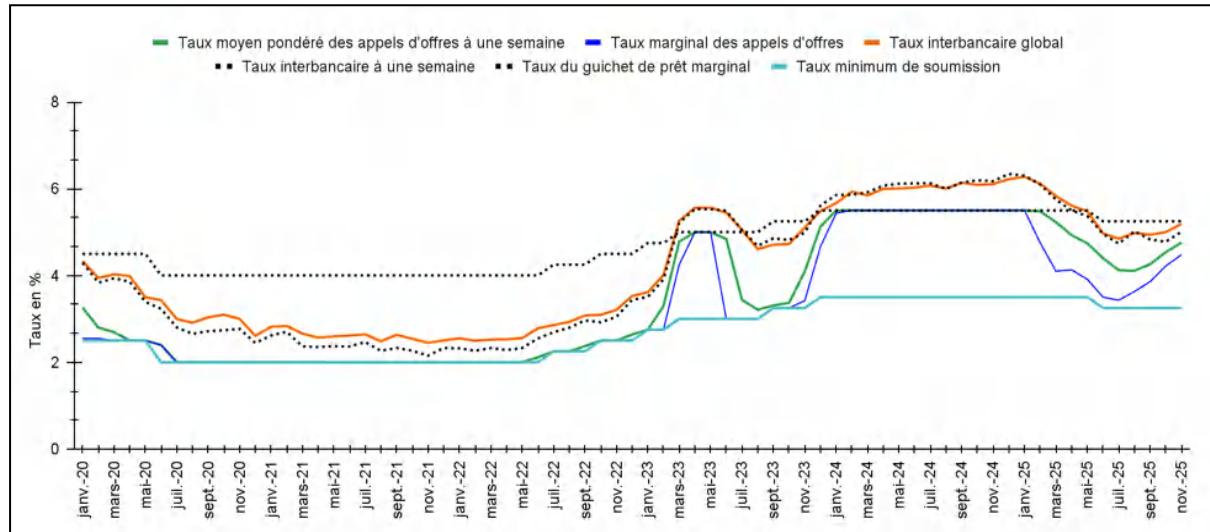
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 3 décembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 4,76% en novembre 2025 après 4,54% en octobre 2025 et le taux marginal est ressorti à 4,48% contre 4,22% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 5,01% en novembre 2025, en hausse de 23 points de base (pdb) par rapport à son niveau d'octobre 2025 (4,78%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,19% en novembre 2025, en progression de 19 pdb par rapport à octobre 2025 (5,0%) et en baisse de 92 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'octobre 2025 ont baissé de 2 pdb par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,65%, contre 6,67% le mois précédent et 7,09% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire a diminué au Bénin (-6 pdb), au Niger (-6 pdb) et en Côte d'Ivoire (-3 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en hausse au Sénégal (+9,0 pdb), au Burkina (+7 pdb), au Mali (+6 pdb), en Guinée-Bissau (+2 pdb) et au Togo (+2 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,45%, contre 5,40% le mois précédent, et restent en baisse de 4 pdb par rapport à septembre 2024 (5,49%). Par pays, la rémunération des dépôts a augmenté en Guinée-Bissau (+10 pdb), en Côte d'Ivoire (+3 pdb), au Mali (+2 pdb), au Sénégal (+1 pdb), au Bénin (+1 pdb) et au Togo (+1 pdb), tandis qu'elle s'est réduite au Niger (-7 pdb) et au Burkina (-2 pdb).

3.3. Monnaie

A fin octobre 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 16,1%, après 15,0% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 19,7% et 15,0%, après des augmentations respectives de 19,6% et 13,7% à fin septembre 2025.

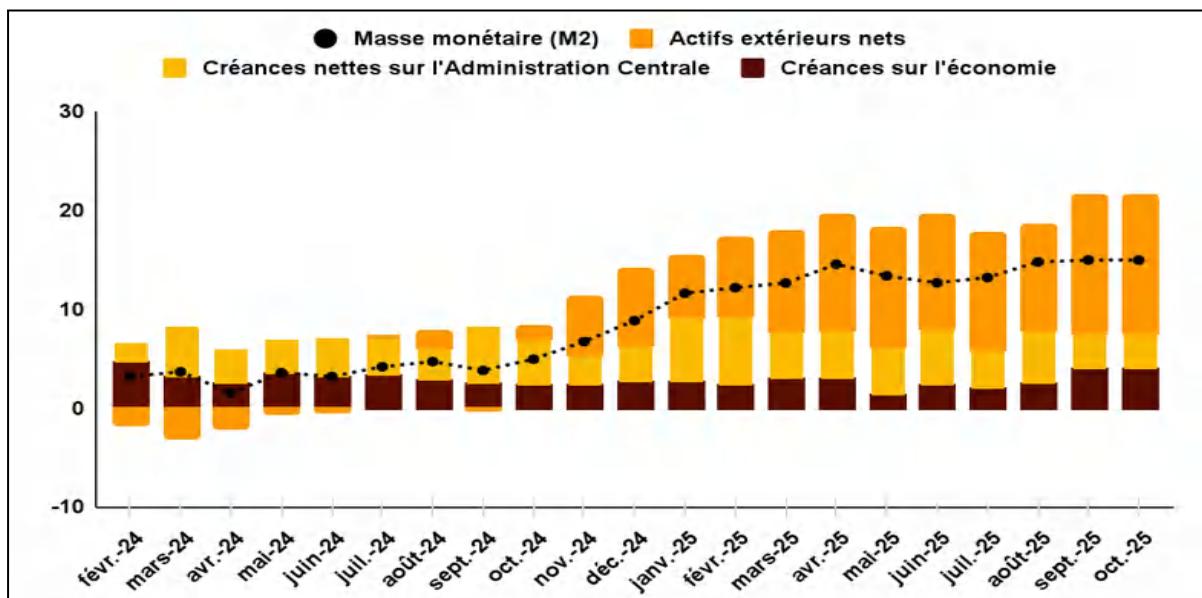
Tableau 6 : Situation monétaire à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	sept.-24	oct.-25	sept.-25	oct.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	48 147,1	48 831,9	55 363,0	56 672,8	0,9	2,4	15,0	16,1
Circulation fiduciaire	10 650,8	11 198,0	12 742,1	13 408,1	-1,5	5,2	19,6	19,7
Dépôts	37 496,3	37 633,9	42 620,9	43 264,7	1,6	1,5	13,7	15,0
Actifs extérieurs nets	1 114,0	1 344,6	7 788,9	9 514,0	10,4	22,1	599,2	607,6
Créances intérieures	60 392,9	61 291,5	64 076,2	63 913,1	1,4	-0,3	6,1	4,3
Créances nettes sur APUC	25 455,1	26 032,2	27 244,8	27 089,4	-0,1	-0,6	7,0	4,1
Créances sur l'économie	34 937,8	35 259,3	36 831,4	36 823,7	2,6	0,0	5,4	4,4

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin octobre 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+8.169,4 milliards ou +607,6%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+2.621,6 milliards ou +4,3%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin octobre 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 8.169,4 milliards (+607,6%), en glissement annuel. Le renforcement des AEN est lié essentiellement au repli du déficit courant et à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,3% à fin octobre 2025, après 6,1% en septembre 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.057,2 milliards) et des créances sur l'économie (+1.564,4 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 4,4% à fin octobre 2025, après 5,4% enregistrée à fin septembre 2025. Les crédits accordés aux sociétés

non financières ont progressé de 6,6% à fin octobre 2025 après +3,6% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leurs sont accordés ont augmenté de 1,5% sur la même période, après 8,8% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

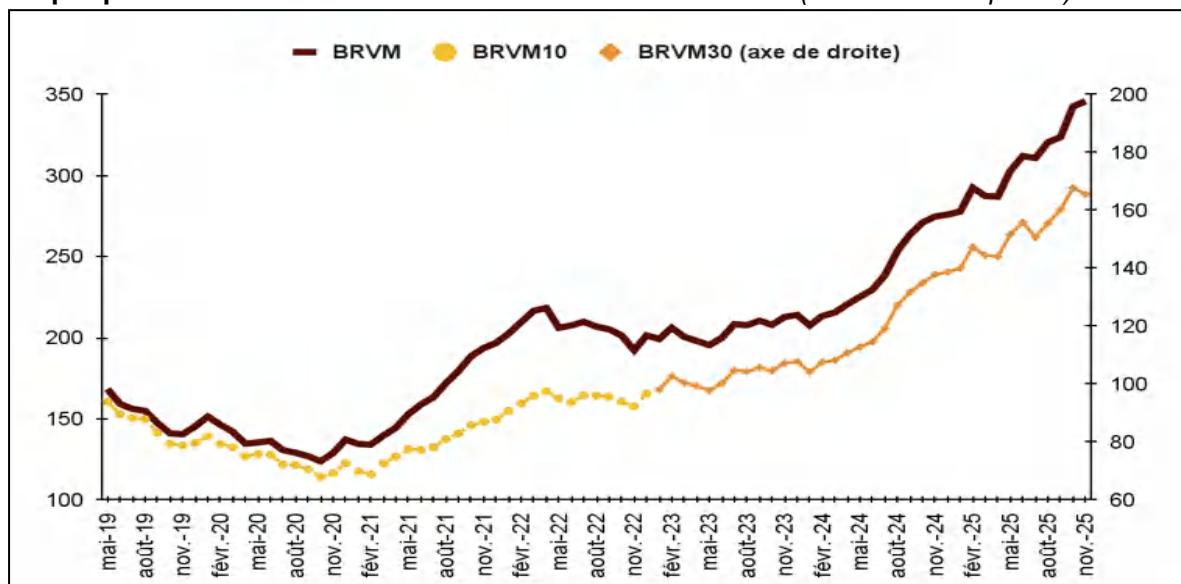
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une évolution contrastée en novembre 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 484,8 milliards en novembre 2025, soit une baisse de -1.003,9 milliards (-67,4%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont enregistré une évolution contrastée. A fin novembre 2025, l'indice global, le BRVM composite, s'est accru de 1,0% par rapport à sa valeur à fin octobre 2025, pour s'établir à 345,9 points. En revanche, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, a reculé de 1,3% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 165,6 points. A la date du 20 décembre 2025, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont affaiblis respectivement de 0,6% et 0,4% par rapport à leur valeur de fin novembre 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 24,9% et 20,4% par rapport à la moyenne de novembre 2024.

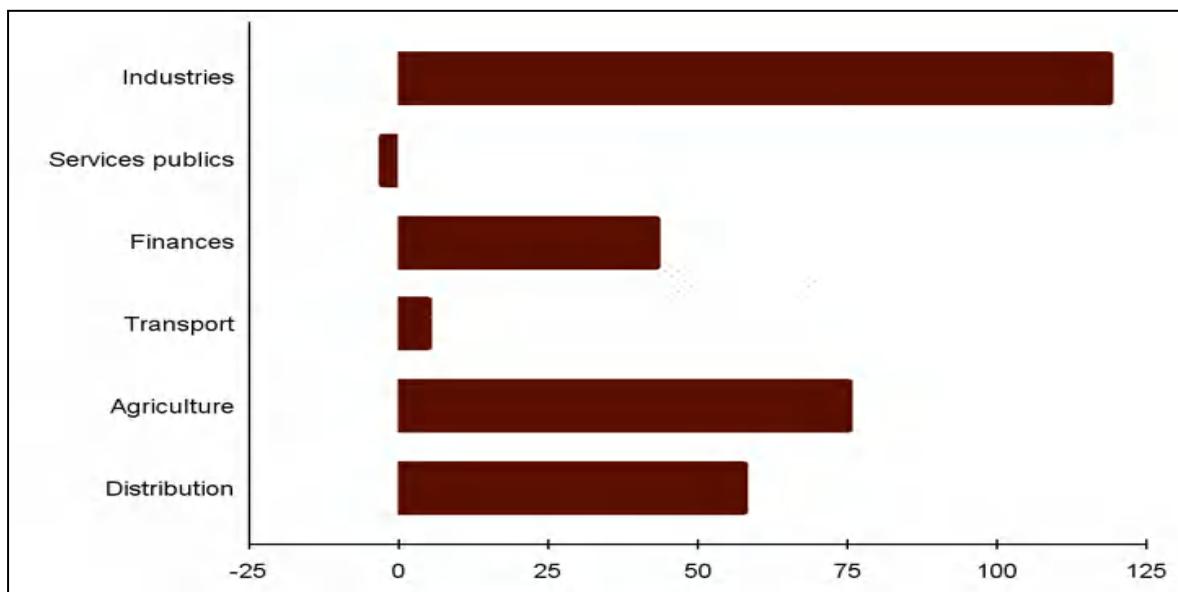
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est renforcée de 16,8% par rapport à fin novembre 2024 pour s'établir à 24.011,0 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Industries » : +119,4%, « Agriculture » : +76,0%, « Distribution » : +58,6%, « Finances » : +43,8% et « Transport » : +5,7%. La capitalisation du marché des actions a augmenté de 32,0% pour ressortir à 13.336,7 milliards tandis que celle du marché des obligations s'est repliée de 2,1% s'établissant à 10.674,3 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en novembre 2025 en variation annuelle en %



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de novembre 2025, les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une baisse des émissions et une réduction des coûts d'emprunt par rapport au mois précédent.

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en novembre 2025, 484,8 milliards, dont 277,5 milliards de bons du Trésor (57,2%) et 207,3 milliards d'obligations du Trésor (42,8%). Par rapport au mois d'octobre 2025, les ressources mobilisées ont diminué de 419,5 milliards, soit une contraction de 46,4%. En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a enregistré un recul de 222,2 milliards par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication a augmenté pour ressortir à 128,6% en novembre 2025 contre 122,2% le mois précédent.

Sur le compartiment de la **syndication**, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres de l'UEMOA, après une mobilisation de 584,3 milliards en octobre 2025.

Au total, les Etats membres de l'UEMOA ont mobilisé au cours du mois sous revue 484,8 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une diminution de 67,4% (-1.003,9 milliards) par rapport au mois d'octobre 2025. Comparativement au mois de novembre 2024, les ressources mobilisées laissent apparaître un recul de 40,2% (-326,2 milliards).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	novembre 2024	octobre 2025	novembre 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	545,4	494,9	277,5	-217,4	-43,9	-267,9	-49,1
Obligations par adjudication	161,6	409,4	207,3	-202,1	-49,4	45,7	28,3
Total adjudication	707,0	904,3	484,8	-419,5	-46,4	-222,2	-31,4
Obligations par syndication	104,0	584,4	0,0	-584,4	-	-104,0	-100,0
Total marché régional des titres publics	811,0	1 488,7	484,8	-1 003,9	-67,4	-326,2	-40,2
Marché des eurobonds	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Total général	811,0	1 488,7	484,8	-1 003,9	-67,4	-326,2	-40,2

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons s'est replié de 11 points de base (pdb) pour s'établir à 5,88%. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a également baissé de 175 pdb pour ressortir à 7,58%.

Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts des ressources levées sur ce segment ont diminué de 1 pdb pour le taux moyen pondéré des bons du Trésor et de 53 pdb pour le rendement moyen pondéré des obligations.

Sur les marchés financiers internationaux des capitaux, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	novembre 2024	octobre 2025	novembre 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	5,89	5,99	5,88	-0,11	-0,01
Obligations	7,52	7,78	7,58	-0,20	0,06
Par adjudication	8,11	9,33	7,58	-1,75	-0,53
Par Syndication	6,61	6,69	-	-	-
Eurobonds	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans cette trajectoire favorable contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

⁴ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,9% au quatrième trimestre 2025, après une estimation de 6,6% au troisième trimestre 2025. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bonnes perspectives de la campagne agricole 2025/2026 contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'activité économique serait soutenue par une demande intérieure robuste et une bonne tenue des productions extractives et agricoles.

**Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)**

	Réalisations					Estimation	Prévision
	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025		
Secteur primaire	1,5	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7
Agriculture vivrière	5,5	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,4
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2
Secteur secondaire	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7
Activités extractives	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	5,1
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7
BTP	1,0	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-9,2
Secteur tertiaire	3,2	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,5
Commerce	2,1	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,8
Transports, postes et communications	0,2	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,9

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 15,7% à fin novembre 2025, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à son niveau de d'octobre 2025. En variation annuelle, l'amélioration de 7.793,4 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de +3.774,5 milliards ou +6,2%, ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 8.087,1 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+7,4%) et à celle des créances sur l'économie (+5,4%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, la croissance, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin novembre 2025 par le renforcement des dépôts (+14,8%) et de la circulation fiduciaire (+18,7%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -0,2% en décembre 2025 et +0,1% en janvier 2026. Cette évolution reflèterait la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que l'approvisionnement suffisant des

marchés de l'Union en produits céréaliers, à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026. Elle serait également en lien avec la récente révision à la baisse des tarifs des produits pétroliers au Sénégal (essence (-7,1%) et gasoil (-7,6%), à partir du 6 décembre 2025) et en Côte d'Ivoire (-1,2% pour l'essence, à partir du 1^{er} novembre 2025). Cette perspective baissière des prix pourrait être atténuée par l'effet des perturbations de la chaîne de distribution en produits alimentaires, du fait de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	oct. 25		déc. 25	janv. 26
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-0,3	-0,2	-0,1	0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1	-0,1
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,1	-0,4	-0,2	0,1
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-1,1	-0,5	-0,2	0,1

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	oct.	sept.	oct. (*)	sept.	oct. (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,1	0,8	-0,2	1,3	0	
Commerce de véhicules automobiles	0,9	0,7	-0,2	1,0	-0,1	
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	
Commerce et réparation de motocycles	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	-0,1	-0,1	-0,1	0,9	0,9	
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,0	0,6	-0,2	0,9	0,6	
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,2	0,0	0,1	0,1	0	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,4	-0,6	0,0	-0,1	0,3	
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,1	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0	
COMMERCE DE DÉTAIL	1,5	-1,7	3,0	1,1	2,7	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	-0,7	0,8	-0,1	0,5	
Commerce de détail en magasin spécialisé	1,3	-1,1	2,3	1,1	2,1	
INDICE GLOBAL	2,5	-1,0	2,8	3,2	3,5	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	sept.24	août-25	Sept (*)	août-25	Sept (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,8	-0,6	-0,7	0,4	0,4	
Extraction d'hydrocarbures	1,2	-0,1	0,0	1,5	0,3	
Extraction de minerais métalliques	-3,4	-0,4	-0,7	-2,6	0,1	
Autres activités extractives	0,2	0,0	0,1	-0,2	-0,3	
ACTIVITES DE FABRICATION	0,7	-0,1	-1,2	5,1	3,2	
Fabrication de produits alimentaires	-1,1	-1,5	-0,2	1,0	1,9	
Fabrication de boissons	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,4	
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de textiles	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	
Fabrication d'articles d'habillement	0,0	0,4	-0,4	0,7	0,4	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,5	0,0	0,0	-0,5	0,0	
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,0	
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	1,4	-0,8	-0,2	0,9	-0,7	
Fabrication de produits chimiques	-0,1	1,2	-0,3	1,1	0,8	
Fabrication pharmaceutiques	0,1	0,1	-0,1	0,4	0,3	
Travail de caoutchouc et du plastique	0,2	0,1	0,0	-0,1	-0,2	
Fabrication de matériaux minéraux	-0,4	-0,4	0,1	-0,2	0,3	
Métallurgie	0,2	0,3	-0,3	0,6	0,1	
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,3	0,2	0,4	0,1	0,2	
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres industries manufacturières	-0,1	0,5	-0,3	0,3	0,1	
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ	0,6	0,1	0,3	0,6	0,3	
Production et distribution délectricité et du gaz	0,6	0,1	0,3	0,6	0,3	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	
Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	0,5	-0,8	-1,5	6,1	4,0	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

